



Union
syndicale
Solidaires

Après le succès du 12 septembre Contre les ordonnances Macron En grève et en manif le 21

Près de 200 manifestations dans toute la France. Les cortèges, marqués par une forte présence du privé, ont été très conséquents dans la plupart des villes, petites et grandes. Les chiffres de grèves sont au niveau du début de la lutte contre la loi travail, alors que les vacances scolaires viennent de se terminer. Cela montre à la fois le potentiel de ce mouvement qui débute, mais aussi l'ampleur du rejet du gouvernement et de sa politique.

Evidemment les ordonnances sont au centre de la contestation. Quoi de plus normal : des mesures concernant les prud'hommes à la remise en cause du CDI, en passant par la facilitation des licenciements, c'est tout le droit du travail qui est complètement démantelé et remodelé entièrement en faveur du patronat.

Mais les attaques sont plus larges (baisse des APL, baisse de l'impôt sur la fortune, attaques contre les fonctionnaires, les femmes, les retraité.es, les jeunes...) et les illusions qui pouvaient subsister, chez certains, au sujet de Macron sont en train de tomber une à une.



En clair gouvernement et Medef mènent une politique de choc contre les salarié-es et contre les classes populaires en général. Tout cela alors que ceux qui bénéficient de cette

politique, les plus riches, se gavent déjà dans des proportions ahurissantes.

Le gouvernement, le patronat et les médias nous expliquent sans cesse la nécessité de "réformer" le pays, pour être plus "compétitifs". On peut bien nous traiter de fainéant-es :

- ◆ C'est nous qui passons notre vie à travailler en sous effectifs.
- ◆ C'est nous qui courons après le matériel nécessaire à une prise en charge digne des personnes accueillies.
- ◆ C'est nous qui jonglons entre les services pour assurer une présence de plus en plus à minima.
- ◆ C'est nous qui sommes rappelé.e.s chez nous sur nos temps de repos, faute de personnels.
- ◆ C'est nous qui assistons au suicide de nos collègues sur nos lieux de travail.

Nous, travailleuses et travailleurs de la santé, du social et du médico-social, sommes les mieux à mêmes de savoir quelles réformes sont nécessaires pour améliorer les conditions de travail, d'accueil et de prise en charge...



Notre quotidien, ce sont nos salaires qui stagnent alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, c'est la dégradation de nos conditions de travail avec l'augmentation du nombre de prises en charge en un temps limité, c'est la souffrance au travail et la perte de sens de nos métiers, nos missions.

Bref, c'est toujours nous qui payons !

Les établissements de notre secteur sont à la pointe de la casse sociale. Régulièrement, les patrons, les financeurs et le gouvernement restructurent, réorganisent et surtout cassent nos collectifs de travail. Ils éparpillent les tâches et missions, ils fragmentent, ils externalisent...

Ils broient nos vies en permanence !

Il est évident que la journée du 12 n'est pas suffisante pour faire perdre son arrogance à celui qui nous traite de fainéant-es, mais il nous appartient de continuer sur cette dynamique encourageante.

Il est néanmoins important de tirer les leçons de la défaite de l'année dernière contre la loi Travail 1. La mobilisation doit s'enraciner et s'étendre partout : dans les quartiers, dans la jeunesse, et bien évidemment dans nos boîtes. En nous organisant et en arrêtant le boulot, nous touchons les patrons et le gouvernement là où ça fait mal : au portefeuille.

Mais pour construire cette mobilisation massive dont nous avons besoin, il nous faut éviter à tout prix le piège mortel de la division. Toutes celles et tous ceux qui, dans notre camp social, sont décidé-es à s'opposer à Macron, doivent se retrouver ensemble,

dans la grève et dans la rue. Enfin nous avons besoin d'une vraie stratégie de lutte pour construire, dans la durée, le rapport de force nécessaire pour gagner le bras de fer qui est engagé. Les faire reculer aujourd'hui, c'est le meilleur moyen d'empêcher demain les autres contre-réformes qui s'annoncent (retraite, formation professionnelle...).

C'est ce qu'on réussit les collègues de la Protection de l'Enfance à Angers. Par un collectif de lutte et une intersyndicale large, ils ont réussi à construire la lutte contre les appels à projet. Par des actions régulières, la grève et une marche vers Paris terminée par une manif et un envahissement des assises

de la Protection de l'Enfance, ils ont construit la mobilisation.

Cette mobilisation largement enracinée dans la population

continue, et le 21 septembre une mobilisation nationale pour la Protection de l'Enfance a lieu à Angers.

Angers a ouvert la voie de la résistance contre le désengagement de l'état dans ses missions de protection de l'enfance mais aussi de la casse de la protection sociale et du code du travail.

Les militants SUD santé Sociaux y prendront toutes leur place pour construire la mobilisation afin de faire reculer Macron et ses déclinaisons locales et patronales.

DROIT DU TRAVAIL
PROTECTION DE L'ENFANCE
SERVICES PUBLICS
TOUTES CONCERNEES